

Les agents de la Jeunesse et des Sports claquent la porte de leurs nouveaux bureaux

D'habitude, quand on déménage, on fait table rase du passé pour emménager dans du neuf. Mais pour les agents de la Jeunesse et des Sports, c'est tout le contraire. Installés depuis 3 ans dans un bâtiment construit *ad hoc* au technopole de Château-Gombert (13^e), ils viennent d'emballer leurs cartons pour rejoindre le vieil immeuble, en cours de réhabilitation certes, de la rue Saint-Sébastien (6^e), où sont installés leurs nouveaux bureaux.

Aussi, hier matin, à l'heure de la visite pour une première prise de fonction, ce fut la douche froide: *"Il y a des câbles qui pendent, des saignées dans les murs, des portes de toilettes qui ouvrent vers l'intérieur, et surtout, cette poussière de chantier qui envahit l'atmosphère"* relève Jean-Paul Mignon, porte-parole de l'intersyndicale (CGT FSU, CFDT, Unsa, CFTC, FO), pour qui *"il est impensable de faire travailler les agents dans ces conditions"*. Aussitôt, à l'unanimité, une procédure d'alerte a été lancée. Et quelques heures plus tard, la centaine d'agents concer-

L'administration change de nom

Adieu DDE, Drire, Ddass et autres acronymes sibyllins. Grâce à la réforme des services de l'État, les usagers ont droit à de nouvelles directions aux noms carrément... imprononçables: passe encore pour DDTM (direction départementale du territoire), DDCCS (Cohésion sociale), DDPP (Protection des populations). Mais comment dites-vous DRJSCS (Direction régionale de la jeunesse des sports et de la cohésion sociale)?

nés (ceux de la Jeunesse et des Sports et ceux de la Cohésion sociale) ont décidé d'user de leur droit de retrait. Cette mesure pourrait être prolongée jusqu'à la décision du tribunal, vendredi. L'intersyndicale, qui s'inquiète d'une présence éventuelle d'amiante et de plomb réclame notamment l'accès au registre de sécurité du bâtiment. *"Nous dénonçons également les conditions déplorables d'accueil des*



Jugeant que leur sécurité n'est pas assurée dans les nouveaux locaux, les agents ont exercé leur droit de retrait. / PH. CYRIL SOLLIER

usagers, jusqu'à 200 personnes par jour pour nos services", ajoute Jean-Paul Mignon.

Autant dire que ça commence plutôt mal pour le grand chambardement qui va concerner en cette fin d'année tous les services déconcentrés de l'État. À Marseille, pas moins de 1200 fonctionnaires -quasiment la moitié des agents en poste- vont devoir changer de bureau ces prochaines semaines. Ce grand

déménagement (qui coûtera 3 M€) répond à la réorganisation complète des administrations voulue par le gouvernement. L'État redécoupe ses directions (*lire ci-contre*) et met en vente ses immeubles les moins fonctionnels pour installer les agents dans des locaux plus adaptés et moins coûteux. Objectif: réduire de 18 m² à 12 m² l'espace de travail par fonctionnaire.

Sophie MANELLI